

## Rencontre avec les élus de l'Assemblée de Corse (compte rendu<sup>1</sup>)

**E**n juillet 2007, les organisations de la **Charte de la société civile corse**, signataires du **Manifeste pour un développement durable, solidaire et démocratique**, sollicitaient les présidences des groupes et du Conseil Exécutif de l'Assemblée de Corse afin de débattre du projet d'aménagement et de développement durable de la Corse, le PADDUC.

Après neuf mois de démarches, ces organisations ont pu s'entretenir avec 6 groupes :

- le groupe « Communiste, Républicain et Citoyen »
- les groupes « Corse social-démocrate » et « Pour une Corse de progrès »
- le président du groupe « Rassembler pour la Corse »
- le groupe « Unione Naziunale - PNC, A Chjama »
- le groupe « Unione Naziunale - Corsica Nazione Indipendente »

(une dernière rencontre avec Vanina PIERI « groupe «Corse social-démocrate est à l'ordre du jour)

4 groupes (« La Corse dans la République », « Union territoriale », « Corse nouvelle », « Corse active ») et le Conseil Exécutif n'ont pas répondu à notre demande.

De ces entretiens, il ressort 3 points essentiels:

- Des élus difficilement accessibles et surpris par notre démarche

En premier lieu, il nous faut distinguer :

- les élus qui ont ignoré notre demande de dialogue, et qui de tait, nous renvoient un sentiment de mépris que nous n'acceptons pas,
- de ceux qui nous ont reçu, témoignant ainsi d'une bonne volonté.

Pour ces derniers, nous avons constaté un manque évident de préparation des ces entrevues. Ceci a eu pour conséquence par exemple de nous confondre avec d'autres démarches de la société civile (Collectif Loi Littoral ou contre l'incinérateur ) alors que notre approche était clairement exprimée dans notre **Manifeste pour un développement durable, solidaire et démocratique**, remis à chaque groupe en même temps que notre première demande de rencontre (courrier en date du 23 juillet 2007).

Lors de nos divers échanges, ils nous est apparu que ces élus étaient surpris par notre initiative. Evidemment, ce n'est pas le fait de se parler qui a étonné nos interlocuteurs, mais celui d'être interpellés par des groupes, des associations, des syndicats qui voulaient débattre d'égal à égal de questions générales touchant à un projet de société pour la Corse.

- Des échanges qui ouvrent des perspectives

Pour nous, ces quelques remarques préliminaires ne remettent pas en cause le bien fondé de notre démarche car celle-ci a permis des échanges instructifs. Notamment, nous avons pu observer que le cadre général du PADDUC qui échappe complètement au contrôle des citoyens, échappe également à la très grande majorité des élus (même si ceux-ci ont déjà voté un certain nombre de plans sectoriels, parties intégrantes du PADDUC).

Nous avons également pris note d'un certain nombre d'attentes adressées par les élus à la société civile corse. Certes, nous ne voulons pas être réduits à un rôle de courroie de transmission entre les citoyens et les élus, de même que nous ne voulons pas être considérés comme une force d'appoint pour contribuer au renforcement de certains groupes contre d'autres au sein de

1- Ce compte rendu sera adressé à l'ensemble des élus de l'Assemblée de Corse et présenté à la presse.

l'Assemblée de Corse. Mais en tout état de cause, nous devons être en mesure de prolonger le débat que nous avons initié avec ces élus puisque ceux-ci l'ont souhaité.

- Au-delà, nous devons être en mesure de renforcer notre démarche

Dans la société corse, nous devons prendre notre place, rien que notre place, toute notre place. Construire ainsi un espace civil et public, véritable alternative à cette tradition clanique qui tourne le dos à la démocratie et dont les piliers sont le service rendu, l'allégeance et la subordination. A cette tradition, nous devons opposer la capacité des citoyens à s'auto organiser, à prendre en main leur destin individuel et collectif sans que cela ne conduise à un conflit permanent avec les élus, au rejet de la démocratie représentative, à une forme d'antiparlementarisme.

La société civile corse ne doit pas demeurer un objet politique non identifié.

A la suite de ces entretiens, nous sommes convaincus qu'une question est restée en suspend : « Mais que veulent-ils ? » Notre difficulté est bien là. Faire comprendre que nous ne demandons rien. Nous ne demandons rien si ce n'est que travailler ensemble au développement de la démocratie dans toutes ses dimensions, représentative, directe, participative, délibérative... Et promouvoir ainsi la citoyenneté.

Corte, le 12 avril 2008

Les organisations signataires de la Charte de la société civile corse :

- **ABCDE**
- **Association Euro Mediterranea**
- **Associu Scopre**
- **CFDT Corsica**
- **Corte 96**
- **Corsica per viva (comité de chômeurs)**
- **Diritti paisana**
- **FDSEA Haute Corse**
- **Le Garde**
- **Le Poulpe**
- **Ligue des Droits de l'Homme**
- **Mutuelle de la Fonction Publique**
- **Ordre des avocats d'Ajaccio**
- **Per a pace**
- **Rassemblement des musulmans de Corse**
- **Secours Populaire Français**
- **Syndicat National des Journalistes France 3 Corse**
- **Syndicat Sud France 3 Corse**
- **Tavagna club**
- **U Svegliu calvese**
- **Union des Marocains de Corse du Sud**
- **Union régionale des foyers ruraux de Corse**
- **UNSA Corse**
- **Via Campagnola**